

L'accord et la négociation, les seuls moyens pour la Libye de se sauver

Bernardino León

Ces neuf derniers mois, les dirigeants libyens se sont montrés très responsables politiquement, en tentant de sortir leur pays du chaos, du terrorisme, la mort et de la destruction, et de surmonter leurs divisions et situer la Libye sur la voie de la prospérité et la stabilité. Grâce aux grands efforts des dirigeants et à l'appui du peuple libyen, il est maintenant possible d'atteindre un accord politique pour faire face aux défis urgents qu'affronte ce pays. Le dialogue, la bonne volonté des principales parties impliquées et l'appui des Nations unies et de la communauté internationale en général, sont le seul moyen possible pour que les Libyens dépassent leurs différences.

Plusieurs facteurs rendent la signature d'un accord urgente. En Libye, les conditions sur le terrain empirent. Chaque jour de combat, la souffrance et le coût humain augmentent, tandis que les outils et les ressources nécessaires à la récupération sont détruits. L'économie est en ruine, la monnaie s'effondre et la production de pétrole, pilier économique du pays, traverse des moments difficiles. Chaque jour, on assiste à de nouvelles morts, de nouveaux déplacements, de nouveaux trafics d'êtres humains, de nouveaux enlèvements et de nouvelles destructions d'infrastructures cruciales, et l'économie s'effondre encore plus. Chaque jour, l'amertume et la rancœur croissent, les divisions politiques augmentent, le respect des droits de l'Homme et de la légalité diminue, et les terroristes et les extrémistes se font plus forts.

Le groupe État islamique (Daech) s'est introduit dans le pays, il s'est emparé de la ville côtière de Syrte, au centre, et il a pris le contrôle d'environ 200 kilomètres de côte méditerranéenne. Il a imposé sa brutale domination en terrorisant la population, avec des exécutions publiques et des crucifixions. Il a enlevé des étrangers et il les a assassinés. Daech est l'ennemi de tous les Libyens.

Conscients de cela, il y a neuf mois, un large groupe de représentants libyens ont commencé à dialoguer, dans le but de mettre fin au conflit et de situer la Libye sur la voie de la construction d'un État moderne, démocratique et civil. La liste politique de ce dialogue inclut des membres de la Chambre des représentants (CR) élue en 2014, du Congrès général

national (CGN) élu en 2012, du Conseil national de transition formé pendant la révolution de 2011 et d'agents nationaux indépendants essentiels. Des groupes armés, gouvernements locaux, partis politiques, dirigeants tribaux et organisations féminines ont participé aux séances parallèles. Les débats se sont portés sur des questions allant de la formation de nouvelles institutions étatiques jusqu'à l'échange de prisonniers, en passant par la réouverture des aéroports civils.

Ces pourparlers ont été difficiles. Équilibrer l'ensemble des inquiétudes et d'intérêts en conflit qui surgissent d'une transition vers la démocratie n'est jamais facile, et il n'y a pas de doute que la véritable

colère que ressentent les parties n'a pas contribué à faciliter les choses. De plus, lutter contre l'héritage encore présent de Mouammar Kadhafi et les dommages causés par son régime a supposé d'autres obstacles et des niveaux de complexité extraordinaires. Et, comme toujours, il y a des personnes qui trouvent un bénéfice personnel dans le fait de prolonger le conflit et qui cherchent des occasions de saper les tentatives d'y mettre fin.

Cependant, le dialogue a réalisé des avancées importantes. Pendant ces

mois de pourparlers, un accord a été formulé définissant un cadre de travail d'institutions étatiques provisoires, des pactes de sécurité et des mesures de promotion de la confiance destinés à faire face aux besoins et aux défis immédiats de la Libye.

Le but principal de cet accord est de fournir à ces institutions la capacité et les outils nécessaires pour gouverner de façon efficace et de garantir en même temps qu'elles soient soumises au respect des principes démocratiques, la séparation de pouvoirs et les mécanismes de contrôle pertinents. On a fait bien attention à construire l'accord de façon qu'il soit cohérent avec la loi libyenne et les décisions judiciaires existantes.

La pièce fondamentale de ce pacte repose sur un Accord national de gouvernement unifié et inclusif, dirigé par un premier ministre élu de façon consensuelle par tous les participants au dialogue. La Chambre des représentants, élue, remplira les fonctions de Parlement national provisoire. Un nouvel organe de consultation qui devra être désigné, le

L'heure est venue que les institutions assument le plein contrôle de la sécurité

Bernardino León, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye.



Pourparlers entre les différentes factions libyennes. Genève, août 2015./FATIH EREL/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

Conseil d'État, se chargera de promouvoir la participation et le débat public des affaires essentielles que doit affronter le pays. Ensemble, ces institutions doivent contribuer à produire les conditions nécessaires pour que la Libye entre dans une nouvelle phase de sa transition démocratique : la rédaction et l'adoption d'une Constitution, suivie de nouvelles élections. L'accord propose des pactes de sécurité qui se basent aussi sur la nécessité de commencer une nouvelle phase de transition. Le peuple libyen n'oubliera jamais la fonction essentielle remplie par ceux qui ont lutté pour mettre fin au régime de Kadhafi. Cependant, l'heure est venue que les institutions étatiques assument le plein contrôle de la sécurité, de la loi et de l'ordre, et que ces combattants s'intègrent dans ces institutions ou retournent vers la vie civile de la façon qui corresponde aux services rendus au peuple libyen. Ils doivent, bien sûr, avoir une voix dans l'avenir de la Libye, mais cette voix doit se faire entendre à travers le processus politique démocratique.

L'accord politique a été lancé par la majorité des participants aux pourparlers de juillet 2015. Le CNG a émis des objections à la cérémonie d'inauguration

et il l'a boycottée, mais il s'est ensuite uni aux négociations pour conclure un pacte.

Il n'existe pas de solutions simples ni rapides pour les principaux problèmes abordés, mais la Libye ne peut pas se permettre de trop attendre. La seule façon de progresser, pendant ce temps, est que toutes les parties transigent, même si cela leur est difficile, et qu'elles acceptent des termes intermédiaires mettant les intérêts généraux du pays au-dessus des intérêts particuliers. La communauté internationale peut contribuer à cela. Les partenaires de la Libye, dont l'ONU, ont réalisé de grands efforts pour appuyer ce processus de dialogue et ils sont prêts à s'efforcer encore plus, afin de contribuer à la matérialisation d'un pacte définitif. L'expérience, le conseil politique et les ressources internationales sont à la disposition de la Libye. Cependant, seuls les Libyens peuvent effectuer le difficile travail de reconstruire le pays ; on a beau le vouloir, nous ne pouvons pas le faire à leur place.

Les Libyens ne peuvent pas se permettre le luxe de laisser passer cette occasion. La Libye ne pourra se sauver et prospérer qu'à travers la négociation et la réconciliation. ■